

L'aide à la création d'entreprises traverse la Méditerranée

L'association marseillaise 3Ci, mène depuis un an un partenariat étroit avec l'Algérie. Une expérience qui sera consolidée ces trois prochaines années.

DEPUIS un an, l'association marseillaise 3Ci, une des premières à se lancer, dès 1986, dans l'insertion par l'économie et à œuvrer dans l'aide à la création de très petites entreprises (TPE), mène un partenariat étroit avec trois institutions publiques algériennes.

Le but de ce partenariat - le premier mené en France - est de former des cadres accompagnateurs à la création de TPE en Algérie. Pendant un an, 35 cadres issus de la Caisse nationale d'Assurance chômage algérienne (CNAC), de l'Agence de développement social (ADS) et de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) - trois structures publiques qui agissent sur l'ensemble du territoire algérien - ont suivi trois ses-

sions de formation. *« Depuis une douzaine d'années, dans le cadre de notre action internationale nous avons été amenés à travailler avec le Maroc, la Tunisie et l'Algérie. Nos relations avec l'Algérie avaient été mises en sommeil à cause des événements mais depuis mai 2000 nous avons entrepris de faire un travail de coopération avec des organismes qui depuis 4 ans, en Algérie, se sont engagés dans cette voie de la création d'entreprises »* précise Tahar Rahmani, directeur de 3Ci.

Le bilan de cette première année est qualifié de très positif par l'ensemble des partenaires. *« Notre volonté était de voir ce qui se faisait en France en terme d'outils et de méthodes pour les adapter au contexte algérien »* précise

Abdelghani Mebarek, directeur de l'ANSEJ. L'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes n'est pas novice en la matière. Elle a déjà aidé, en 4 ans, à l'émergence de 37 000 TPE. Elle travaille notamment avec la CNAC- l'UNEDIC algérienne - qui doit gérer l'immense problème du chômage en Algérie. *« Il faut savoir qu'en Algérie, perdre son emploi pour des raisons économiques, fut une véritable révolution. Il y avait un accompagnement nécessaire. Nous avons travaillé avec les Canadiens, les seuls à vouloir venir ici en Algérie à l'époque et aujourd'hui nous sommes très satisfaits de notre partenariat avec 3Ci »* souligne de son côté Hayat Zitouni, responsable de l'insertion à la CNAC.

« Nous partageons avec nos partenaires algériens le refus de la logique de l'échec et du désespoir. Nous voulons y substituer une logique de reconstruction et de développement des activités » précise Daniel Carrière, président de 3Ci qui souhaite promouvoir, dans l'opinion publique, l'idée qu'il est indispensable de tisser des liens avec l'autre rive de la Méditerranée.

L'expérience menée par 3Ci sera poursuivie et consolidée ses trois prochaines années grâce notamment à la mise en place du Fonds de solidarité prioritaire, un dispositif soutenu par l'Ambassade de France en Algérie. Cette action reçoit aussi l'aide du Conseil régional et de la Caisse des dépôts.

Françoise VERNA